



Le grand débat national

FICHE 1

COMMENTAIRES SUR LA **LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE** PRÉSENTANT LES THÈMES DU GRAND DÉBAT NATIONAL

Dans sa lettre adressée aux français le 14 janvier 2019, le Président de la République a souhaité lancer un grand débat national autour de 4 grands thèmes constituant autant d'enjeux pour la Nation. Chaque citoyen pourra y participer et y contribuer librement par son expression personnelle.

Un grand syndicat comme le Syndicat National F.O. des Finances Publiques, **F.O.-DGFIP**, « a pour objet la défense des intérêts catégoriels, professionnels et moraux des personnels [de la DGFIP], l'amélioration matérielle et sociale de la situation des personnels en activité et en retraite », entres autres (article 3 de ses statuts). Tous les sujets qui seront abordés dans le cadre du grand débat national ne relèvent donc pas tous de l'objet du Syndicat.

Cependant, les deux premiers thèmes - concernant l'impôt, les dépenses et l'action publique ainsi que l'organisation de l'Etat et des collectivités publiques - sont au cœur des revendications que porte le Syndicat et qui ont été réaffirmées lors de son dernier congrès national qui s'est tenu du 26 au 30 mars 2018 à Ronce-les-Bains (17). Par ailleurs, nous sommes également attentifs au financement de la transition écologique, sujet du troisième

thème. Enfin, l'organisation **F.O.** se définissant depuis toujours comme laïque, la laïcité - abordée au sein du quatrième thème relatif à la fortification de la démocratie et la citoyenneté - nous importe.

Les impôts, les dépenses et l'action publique

Le Président de la République cite dans sa lettre, de manière classique et convenue « *les professeurs, pompiers, policiers, militaires, magistrats, infirmières qui oeuvrent à votre service* », oubliant au passage tous ceux qui concourent quotidiennement au bon fonctionnement de l'Etat et des collectivités locales, par des missions de gestion ou de contrôle : entre autres, les plus de 100 000 agents de la DGFIP.

Vient ensuite une pétition de principe : « *l'impôt [...] trop élevé, prive notre économie [...] d'emploi et de croissance* ». C'est nier le rôle de l'emploi public

ÉVITER LE GRAND DÉGÂT NATIONAL !

et celui de la dépense publique dans la résorption du chômage et de la création de valeur ajoutée.

Ainsi, l'affirmation du Président de la République selon laquelle « *Nous ne pouvons, quoi qu'il en soit, poursuivre les baisses d'impôt sans baisser le niveau global de notre dépense publique* » est pour le moins une manière très partisane d'orienter le débat, qui ne va pas de soi.

En effet, la dépense publique ne peut pas être uniquement considérée comme une charge. Les services publics contribuent au PIB pour plus de 300 milliards d'€ par an et la richesse produite par l'activité publique doit donc être prise en compte dans les diagnostics et réflexions du Gouvernement, ce qui n'est jamais le cas.

Par ailleurs, les fonctionnaires ne constituent pas une charge sans contrepartie car les agents de l'Etat consomment, paient des impôts et contribuent ainsi à la croissance de l'économie et à la redistribution sociale.

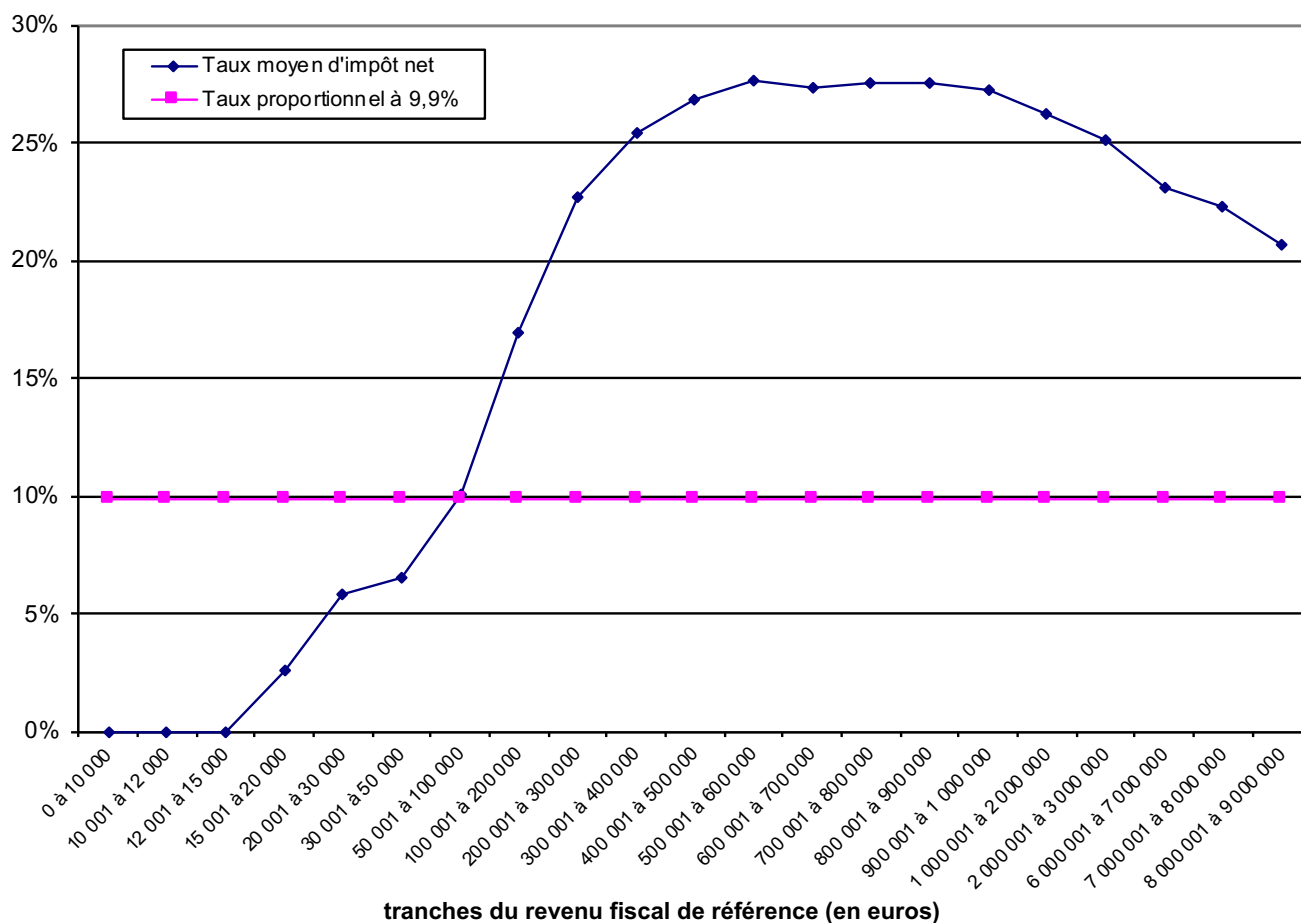
« *Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ?* ».

Pour ce qui est d'une « fiscalité plus juste », il faut d'abord rappeler le principe constitutionnel posé il y a 230 ans par les députés de l'Assemblée constituante dans l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : « *Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés* ».

Pour ce qui concerne l'organisation **F.O.**, nous considérons que plus un impôt est progressif, plus il est juste. Or, le constat actuel est que les impôts progressifs occupent une part dérisoire dans la fiscalité française.

Ce principe de progressivité s'applique actuellement à l'impôt sur le revenu. Le graphique ci-dessous démontre les effets de ce que seraient les transferts d'impôt sur le revenu si on passait de taux progressifs à un taux proportionnel :

Impôt sur le revenu 2017 (revenus de 2016) : taux moyen constaté vs taux proportionnel à 9,9%



La courbe en bleu correspond au taux d'imposition moyen constaté et est la résultante de l'application des différents taux progressifs du barème qui s'échelonnent de 0 à 45% :

- ➔ jusqu'à 15 000 € de revenu fiscal de référence (RFR), pas d'impôt payé;
- ➔ de 15 000 à 500 000 €, le taux moyen s'élève régulièrement jusqu'à un taux plafond de 27% environ ;
- ➔ de 500 000 à 1 million d'euros, le taux est quasiment stable autour de 27% ;
- ➔ au delà de 1 million d'euros de RFR, le taux décroît jusqu'à 21% du fait des pratiques d'optimisation fiscale et/ou de la nature des revenus imposés.

Dans l'hypothèse du passage à impôt proportionnel à taux unique, égal à celui du taux moyen actuellement constaté de 9,9% afin de garantir le produit fiscal appelé, on voit bien les conséquences qui en résulteraient :

- ➔ les foyers fiscaux ayant un RFR inférieur à 100 000 € payeraient plus d'impôt ;
- ➔ ceux situés au dessus de ce seuil, moins, voire beaucoup moins.

La mise en place d'un impôt sur les revenus proportionnel rendrait donc le système fiscal moins redistributif, ne permettant plus de réduire les écarts de revenus. Dans un système redistributif en effet, plus les revenus d'un foyer sont élevés, plus le taux d'imposition appliqué l'est aussi (hors optimisation fiscale). Ce qui permet ensuite d'en transférer une partie, sous forme de diverses prestations, aux revenus les plus faibles.

Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu va immanquablement relancer le débat sur sa fusion avec la CSG, autre impôt pesant sur les revenus avec un fort rendement fiscal. La CSG est une cotisation sociale proportionnelle qui s'applique dès le premier euro sur un plus grand nombre de catégories de revenus, sans prise en compte du niveau desdits revenus et de la situation familiale, entre autres. Sa fusion avec l'impôt sur le revenu

aurait par conséquent le double inconvénient d'un impôt plus léger pour les plus riches et d'une réduction moindre des écarts de revenu après impôt.

Pour ce qui concerne un impôt « *plus efficace* », on sait depuis fort longtemps qu'il doit être basé sur une assiette la plus large possible (s'appliquant à tous les revenus), d'où des taux d'imposition modérés et, en tous cas, non confiscatoires, avec des règles fiscales stables dans le temps, claires et simples à comprendre. Or, l'impôt sur le revenu actuel souffre de deux inconvénients : sa forte concentration sur moins de la moitié des foyers fiscaux et son assiette mitée par un trop grand nombre de niches fiscales (certes pas toutes injustifiées).

Au surplus, ce serait la fin de la notion de foyer fiscal au profit d'une imposition individuelle, fragilisant toute politique familiale.

« *Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?* » et, en conséquence, « *faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?* ».

La recherche d'économie et d'efficacité de la dépense publique ne peut certes pas être écartée d'un revers de la main mais la solution proposée (« *supprimer certains services publics* ») apparaît contradictoire avec la demande assez généralisée de plus de services publics, plus facilement accessibles et plus disponibles. Pour le résumer d'une formule, il s'agit bien plus d'une demande de « mieux d'Etat » que de « moins d'Etat ».

L'organisation de l'Etat et des collectivités publiques.

La encore, le premier paragraphe cite des services publics vitaux comme « école, police, armée, hôpitaux, tribunaux » tout en oubliant ceux qui financent les politiques publiques en collectant les ressources et en payant les dépenses, faisant vivre l'Etat au quotidien comme, à la DGFIP, les SIP, les SIE, les Trésoreries de proximité, etc...

Et dans le cadre de la mission de gestion des collectivités locales (communes, groupements de communes, départements et régions), les pairies départementales et régionales, les trésoreries municipales et hospitalières constituent, chacune pour ce qui les concernent, le guichet, la caisse, le comptable et le conseil fiscal et financier.

La transition écologique.

« Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ? ».

Il faut donc d'abord rappeler la différence entre un impôt et une taxe :

- ➔ un impôt sert à financer les personnes publiques mais sans lien avec le fonctionnement du service considéré et n'implique pas de contrepartie (y compris la TVA qui est bien un impôt et pas une taxe, malgré sa dénomination) ;
- ➔ une taxe est la contrepartie d'une prestation de service public, sans que le montant de la taxe considérée soit proportionnel au service rendu (ex. de la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères).

Or, la transition écologique est une nécessité qui s'impose certes partout et pour tous. Pour autant, toute notre fiscalité ne peut pas basculer dans une fiscalité visant à orienter les seuls choix éco-

logiques : l'impôt doit permettre de financer le fonctionnement de l'Etat et l'action publique de manière pérenne.

En effet, un impôt écologiquement efficace finirait par tarir sa base d'imposition et, par conséquent, par annihiler son produit fiscal.

La démocratie et la citoyenneté.

« La laïcité est la valeur primordiale pour que puissent vivre ensemble [...] des convictions différentes, religieuses ou philosophiques », selon le Président de la République.

A **F.O.**, nous ne partageons pas cette définition : pour nous, c'est un « simple principe de séparation de la société civile et de la société religieuse » (définition du dictionnaire Le Robert) qui vise à la stricte neutralité de l'Etat vis à vis des différentes églises, sans se mêler de leur organisation ou financement.

Le sujet n'est pas tant de « renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays » que de faire respecter le principe de neutralité, sans rapport donc entre l'Etat et les religions, la religion devant rester du seul domaine privé.

Actuellement, l'Etat ne reconnaît aucune religion, demain devrait-il les reconnaître toutes ? Ca ne serait pas du tout la même chose : être neutre, c'est n'être ni «pour» ni «contre».

« La crise actuelle doit interroger les pouvoirs publics comme les employeurs sur les conséquences de la non écoute des syndicats. »

Yves Verrier
Secrétaire Général
Confédération Générale du Travail Force Ouvrière